



HAL
open science

Crise humanitaire au Venezuela. Quelles dynamiques migratoires vénézuéliennes

Lucie Laplace

► **To cite this version:**

Lucie Laplace. Crise humanitaire au Venezuela. Quelles dynamiques migratoires vénézuéliennes. Grotius international, 2017. hal-04599569

HAL Id: hal-04599569

<https://hal.science/hal-04599569>

Submitted on 4 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lucie Laplace, « Crise humanitaire au Venezuela », *Grotius international*, 1 octobre 2017.
URL : <https://grotius.fr/crise-humanitaire-venezuela/>

Crise humanitaire au Venezuela

Quelles dynamiques migratoires vénézuéliennes ?

Depuis 2016, il existe officiellement un grand débat sur l'existence d'une « crise humanitaire » au Venezuela. Comme en témoigne le rapport de l'ONG Human Rights Watch de 2016, il est extrêmement compliqué, pour une grande partie de la population, d'avoir accès aux médicaments et de recevoir des traitements de santé appropriés, mais il est également difficile d'acheter de la nourriture, comme le montrent quotidiennement les files de plusieurs centaines de mètres devant les magasins d'alimentation.

Le gouvernement de Nicolas Maduro tente de relativiser les effets socio-économiques de son affrontement, notamment avec les élites économique politiques de droite du pays. L'opposition est actuellement très disparate. Elle compte non seulement et surtout des hommes politiques et des économistes appartenant au bloc de droite, mais aussi des personnes se situant à gauche de Nicolas Maduro.

Tous dénoncent la répression qu'ils subissent, mais aussi la situation extrêmement critique à laquelle doit faire face une majorité de citoyens vénézuéliens. Les émeutes de la faim d'avril 2017 permettent de saisir que la crise dépasse cette opposition partisane, puisque les personnes se battent pour l'amélioration des conditions de survie quotidienne.

Les ONG internationales de droits humains, comme Human Rights Watch, essayent, sur place, d'appréhender la situation, et certaines, comme Caritas, se disent prêtes à intervenir pour apporter de l'aide aux populations.

Face à la dégradation des conditions de vie, des milliers de Vénézuéliens ont quitté le territoire national à la recherche d'un avenir meilleur. Ce phénomène migratoire n'est pas nouveau.

En 1998, 300 000 Vénézuéliens vivaient dans 20 pays. Cependant, depuis 2014, les flux de migrants ont grossi de manière spectaculaire. Ainsi en 2017, ce sont 2,5 millions de personnes qui se trouvent dans plus de 98 pays, soit 8% de la population qui compte 31 millions de citoyens. En deux décennies, le nombre de migrants semble avoir été multiplié par 50, selon Ivan de la Vega, directeur du Laboratoire International des Migrations de l'Université Simon Bolivar de Caracas. Le gouvernement refuse de communiquer sur le phénomène et de prendre ses responsabilités pour gérer au mieux la situation.

L'histoire du Venezuela a été particulièrement marquée par des vagues migratoires européennes et latino-américaines. Au plan régional, il était considéré à partir des années

1960 jusqu'à la fin des années 1980 comme un pays à l'économie très dynamique, offrant ainsi des possibilités intéressantes en termes d'emploi, de formation, et d'amélioration du niveau de vie.

A cette période, le pays avait un solde migratoire positif. Il accueillait notamment des populations européennes (espagnoles, italiennes et portugaises principalement) et latino-américaines (notamment colombiennes). Pourtant, à partir des années 1990, les Etats-Unis et l'Europe (principalement l'Espagne) ont attiré bon nombre de Vénézuéliens des classes moyennes et supérieures, qui avaient un haut niveau d'études. Avec l'arrivée d'Hugo Chavez à la présidence de la République en 1999, l'émigration a continué. Entre 2000 et 2008, on peut identifier une vague de migration économique vers ces pays, constituée de jeunes diplômés issus des classes moyennes vénézuéliennes, qui escomptaient y exercer leur profession.

A partir de 2008, ces jeunes élargissent leur horizon migratoire vers d'autres pays de l'Amérique latine, généralement par voie de transport aérien. Depuis 2012, et plus particulièrement depuis trois ans, les flux migratoires concernent des milieux de plus en plus populaires. Il ne s'agit plus, pour ces migrants, d'améliorer leur niveau de vie dans la société, mais avant tout de gagner de l'argent et de sortir du contexte vénézuélien perçu comme particulièrement fermé et précaire.

Les classes moyennes fuient le Venezuela à cause de leur niveau de vie qui se dégrade de jour en jour et les classes populaires pour des raisons de survie du fait du taux élevé de chômage et de l'augmentation de la délinquance. Les Colombiens qui, dans les années 70 et 80, à cause du conflit dans leur pays, avaient migré au Venezuela, bénéficiant de la double nationalité sous Chavez, sont progressivement retournés en Colombie ces dernières années. La vague de migration récente, qui concerne des Vénézuéliens de couches plus populaires, se réalise en direction des îles caribéennes, du Brésil et du Panama, principalement au moyen de transports terrestres, mais également de transports maritimes.

En Amérique latine, ces migrants pénètrent sur les nouveaux territoires en général avec un visa touristique valable 90 jours dans la plupart des pays et font ensuite une demande de visa leur permettant de travailler (visa Mercosur dans les pays membres de l'UNASUR, visa professionnel, etc.). En cas de rejet de leur demande, certains migrent ailleurs à la recherche d'un avenir meilleur alors que d'autres, ceux qui disposent d'un travail, restent sur le territoire de manière irrégulière.

En 2017, le Haut-Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies estime que, dans le monde, il existe 52 000 demandeurs d'asile vénézuéliens. Malgré des normes régionales progressistes en matière de gestion de la migration forcée en Amérique latine, les pays d'accueil ne souhaitent pas, pour des raisons diplomatiques vis-à-vis de Caracas, reconnaître ces personnes comme des « réfugiés ». Cependant il est probable qu'en fonction de l'évolution de la situation vénézuélienne, le débat sur le statut migratoire des Vénézuéliens s'accroît, dans les prochaines années, au sein des gouvernements latino-américains.

Par ailleurs, quand les Vénézuéliens expliquent pourquoi ils quittent leur pays, ils mettent l'accent sur l'aspect professionnel de leur migration, la présentant comme une migration économique, dans un contexte où leur gouvernement ne peut garantir à la population des conditions de vie digne, du fait de la crise de la dette et de l'inflation.

Le discours des Vénézuéliens gomme la complexité des problèmes éminemment politiques qui caractérisent la situation nationale, fruit de l'affrontement entre le gouvernement et l'opposition. Ceci montre bien que cette migration est déterminée par la forte dégradation des conditions de vie de la grande majorité de la population et que les violences ou les répressions qui existent dans le cadre de l'affrontement politique passent au second plan. Ainsi c'est, semble-t-il, le fait que l'amélioration des conditions de vie des populations ne soit pas une priorité qui pousse les personnes à quitter la « patrie bolivarienne » plutôt que les dérives autoritaires de l'Etat vénézuélien.

« Le gommage » des aspects « politiques » de la migration vénézuélienne témoigne du soutien qui a été apporté à Chavez quand il était au pouvoir et qui a été transféré à son dauphin Nicolas Maduro lors des élections qui ont suivi la mort du leader bolivarien en 2013.

L'étude de ces migrations conduit également à porter son regard sur les réseaux transnationaux des migrants.

Si l'on s'intéresse aux dernières vagues, on se rend compte que les jeunes migrants ont été parfois rejoints par des membres de leur famille (parents, frères, sœurs, etc.) ou des amis. Ils les accueillent, les hébergent, s'arrangent pour leur avoir des opportunités d'emploi, grâce au capital social qu'ils ont développé dans leur localité d'émigration. Ils jouent un rôle de pionniers, conseillant les leurs restés au pays sur « l'opportunité de migrer », et les informant sur le « dynamisme de l'économie » selon ce qu'ils en perçoivent au travers de leurs pratiques quotidiennes.

Destinations préférées des vagues migratoires vénézuéliennes de ces dernières années, la Colombie, l'Equateur et le Panama ne sont plus perçus comme des zones qui offrent de réelles opportunités. Ces pays sont en effet touchés par la crise économique et les Vénézuéliens sont de plus en plus discriminés par les populations des pays d'accueil. La main d'œuvre y est nombreuse, qualifiée et prête à tout pour obtenir un emploi, dans le secteur formel mais aussi largement dans le secteur informel. Ces nouveaux migrants sont confrontés à une folle compétitivité en termes de salaires nivelés par le bas et de niveau de qualification, le tout étant orchestré par les nationaux des pays d'accueil, à la défaveur de leurs propres concitoyens.

Ce phénomène explique la montée en puissance de la discrimination des immigrés dans les pays d'Amérique latine les plus touchés par la crise économique. Actuellement, les Vénézuéliens se pressent vers le Pérou dont l'économie néolibérale est considérée comme encore porteuse d'opportunités pour trouver un travail. Les personnes qui disposent d'un

réseau transnational migrent jusqu'au Chili ou en Argentine, dans l'espoir de voir leur promesse d'emploi se réaliser.

En fait, il reste très difficile d'établir un panorama chiffré de l'évolution des migrations vénézuéliennes dans les différents pays d'Amérique latine, ce qui, pourtant, serait nécessaire pour la mise en place d'une gestion concertée des flux migratoires dans la région.

Ainsi, face à une migration présentée comme économique dans un contexte de crise humanitaire, il est particulièrement nécessaire que les acteurs de l'aide internationale s'intéressent à cette problématique vénézuélienne. Et ce afin d'aider les populations en fonction de leurs besoins, soit au Venezuela quand le gouvernement l'autorisera, soit dans les pays qui reçoivent les populations migrantes, pour garantir les droits humains des personnes.